

# "530 millions pour des ordi dans les prisons, seulement 70 pour les hôpitaux" : pourquoi ce visuel est trompeur

Rémi Banet, AFP France

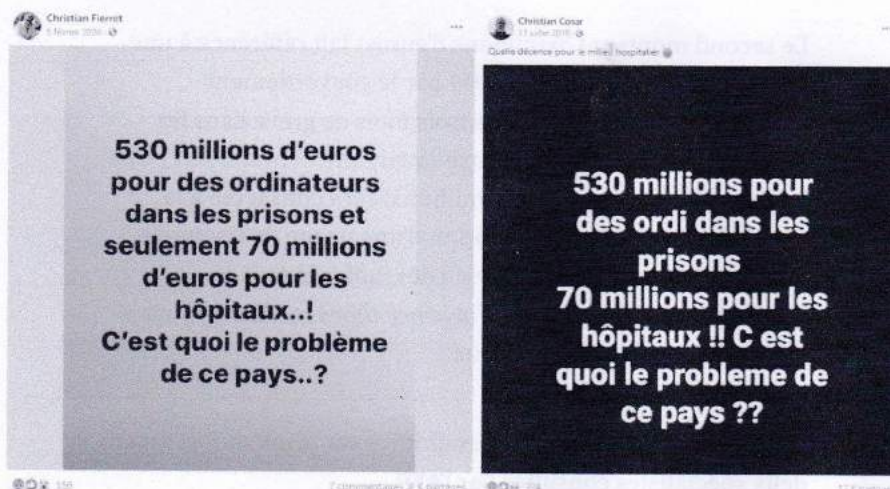


Publié le jeudi 25 février 2021 à 14:00

Copyright AFP 2017-2020. Droits de reproduction réservés.

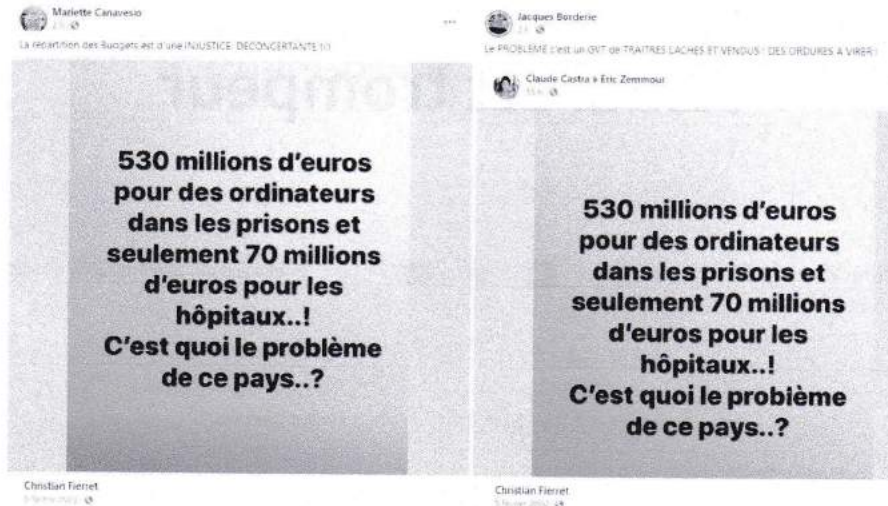
**Des publications Facebook partagées plus de 25.000 fois depuis juillet 2019 et très relayées récemment comparent deux sommes allouées aux prisons et aux hôpitaux, menant certains internautes à dénoncer "une répartition des budgets d'une injustice déconcertante". Mais cette comparaison "n'a aucun sens", mettent en garde un économiste et un spécialiste des finances publiques joints par l'AFP, qui soulignent que les deux chiffres n'ont "rien à voir".**

*"530 millions pour des ordi dans les prisons. 70 millions pour les hôpitaux !! C'est quoi le problème de ce pays ??", écrit l'auteur de l'une des ces publications.*



Ces posts, datant d'il y a plus d'un an, continuent d'être très partagés sur Facebook, suscitant colère et incompréhension.

"*La répartition des Budgets est d'une INJUSTICE DECONCERTANTE !!!!!*", s'émeuvait lundi 22 février une internaute partageant ce visuel, un autre dénonçant "*un GVT [gouvernement] de TRAITRES, LÂCHES ET VENDUS !*"



Captures d'écran Facebook prises le 22/02/2021

Les deux chiffres cités sur le visuel sont réels.

Le premier (530 millions d'euros) ne se résume toutefois pas à l'achat d'ordinateurs mais correspond à "*un budget global alloué à l'amélioration du numérique des prisons, comprenant notamment une hausse des débits des établissements, notamment pour permettre la visioconférence avec les tribunaux*", comme le rapportait *Le Parisien* le 7 juillet 2019.

Ce plan de transformation numérique de 530 millions correspond à un "*investissement sur les cinq années à venir*", précisait le ministère de la Justice dans un dossier de presse publié fin 2018.

Le second montant (70 millions d'euros) fait référence à une rallonge débloquée en juin 2019 par le gouvernement pour "*apaiser la colère*" après trois mois de grève dans les services d'urgence, comme l'expliquait une dépêche AFP. Une large part de ce montant (55 millions) sera consacrée à la généralisation et la revalorisation d'une prime de risque de "*100 euros net mensuels*", versée dès juillet "*à tous les professionnels des services d'urgence (hors médecins)*", avait indiqué le ministère de la Santé.

Cependant, comparer ces deux chiffres est trompeur, estiment deux spécialistes consultés par l'AFP.



"Ca n'a aucun sens, ça n'a rien à voir. **Ce qu'il faut comparer ce sont les dépenses totales** qu'on fait dans l'année pour ce qui est des prisons d'un côté et les hôpitaux de l'autre, **pas des mesures ponctuelles**", explique François Escalle, ex-magistrat à la Cour des comptes et président de l'association Fipéco (Finances publiques et économie), qui rappelle que "le budget des hôpitaux pour 2020 initialement c'étaient 84 milliards, pour les prisons c'étaient 4 milliards, soit 20 fois plus".

"Après, est-ce que ça a un sens de comparer le budget des hôpitaux au budget des prisons ? Ce n'est pas le même nombre de gens, ce ne sont pas les mêmes besoins, les mêmes coûts", nuance-t-il.

"Mais la comparaison est dans tous les cas trompeuse car vous avez d'un côté un investissement, qui s'étale sur plusieurs années, et de l'autre vous avez un **supplément de rémunération**", poursuit-il.



Prison de Fresnes (Val-de-Marne), le 25 novembre 2020 (Christophe Archambault / AFP)

Les visuels partagés sur Facebook sont "**extrêmement trompeurs**" car ils "**mettent en rapport deux chiffres qui n'ont rien à voir**", abonde Jean-Paul Domin, professeur de sciences économiques à l'université de Reims et membre des Economistes atterrés.

"Les 70 millions pour les urgences sont à mettre en rapport avec le financement des hôpitaux, qui était de 74 milliards en 2019", souligne l'universitaire, spécialiste de l'économie politique de la santé.

"Sur les dépenses publiques hospitalières, la France - rapporté au PIB - est dans le trio de tête [des Etats membres de l'Union européenne]. En revanche, sur l'ensemble police-



justice-prisons, on ne dépense pas plus en France que dans les autres pays, c'est un des rares postes où on est à peu près comparable à la moyenne européenne", affirme M. Ecalle.

Des données – pour certaines provisoires – publiées début 2020 par Eurostat montrent que la France consacrait en 2018 1,7% de son PIB à "l'ordre et la sécurité publique", l'ensemble statistique qui inclut les prisons, une proportion égale à la moyenne de l'Union européenne.

Dépenses totales des administrations publiques par fonction, 2018  
(en % du PIB)

	Total	Services généraux	Défense	Ordre et sécurité publiques	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logements et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et suite	Enseignement	Protection sociale	Protection sociale, dont				
											Mutualité et invalidité	Vieillesse	Survivants	Famille et enfants	Chômage	Autres
UE27*	46,7	8,0	1,3	1,7	4,4	0,2	0,6	7,0	1,1	4,8	19,3	2,7	10,4	1,3	7,7	1,3
UE28	45,8	8,0	1,3	1,7	4,2	0,2	0,6	7,1	1,1	4,7	18,8	2,7	10,1	1,3	7,7	1,2
Zone euro	47,0	8,1	1,2	1,7	4,3	0,0	0,6	7,1	1,1	4,5	19,6	2,7	10,7	1,3	7,6	1,4
Belgique	52,1	7,1	0,8	1,7	0,8	1,0	0,3	7,6	1,3	0,2	19,3	3,3	9,7	1,6	2,2	1,5
Bulgarie	36,5	3,3	4,1	2,3	0,7	0,1	1,1	5,0	0,8	3,5	12,0	0,3	0,9	2,3	0,1	0,8
Tchéquie	40,7	4,5	0,0	1,8	0,0	0,0	0,8	7,0	0,5	4,8	19,2	2,9	7,1	0,5	1,1	0,8
Danemark	50,9	6,6	1,2	0,9	3,3	0,4	0,2	8,3	1,0	0,4	21,9	4,4	4,2	0,0	4,2	2,0
Allemagne	44,6	5,7	1,1	1,6	3,4	0,0	0,4	7,2	1,1	4,2	18,4	3,2	9,5	1,8	1,7	1,5
Estonie	39,1	3,8	2,0	1,9	4,0	0,7	0,3	5,1	2,0	0,2	13,0	2,1	8,7	0,1	2,7	1,2
Irlande	23,4	3,1	0,3	1,0	2,3	0,4	0,3	6,0	2,5	3,2	9,0	1,8	3,3	0,1	4,3	0,3
Grèce	47,8	8,1	3,0	2,1	4,4	1,3	0,2	8,0	0,8	3,0	18,1	2,6	13,2	2,0	0,1	0,2
Espagne**	41,7	5,5	0,9	1,8	4,1	0,0	0,5	6,0	1,1	4,0	16,3	2,4	9,4	2,2	0,8	1,6
France**	56,0	6,2	1,8	1,7	5,8	1,0	1,1	8,1	1,4	5,1	23,9	2,8	13,1	1,8	2,2	1,8
Croatie**	46,0	5,4	1,1	2,4	0,7	0,7	1,7	6,6	1,5	5,2	14,7	2,3	6,0	1,3	1,9	0,5
Italie	44,4	7,9	1,3	1,8	3,8	0,0	0,5	6,8	0,8	4,0	20,8	1,8	13,8	2,6	1,0	1,1
Chypre	43,6	7,0	1,0	1,3	0,9	0,0	1,9	2,7	0,8	5,2	13,2	0,5	6,1	1,4	2,8	0,5
Lettonie	38,5	4,0	2,1	2,2	3,4	0,8	1,1	4,0	1,0	5,8	11,8	2,2	4,8	0,2	1,3	0,8
Lituanie	34,0	3,5	1,7	1,4	3,0	0,3	0,5	5,9	1,1	4,6	12,1	3,0	6,5	0,3	1,9	0,6
Luxembourg	41,9	5,1	0,5	1,1	5,2	0,0	0,6	4,7	1,5	4,6	18,0	3,0	9,5	0,0	3,6	1,0
Hongrie	46,7	6,8	0,9	2,3	7,7	0,4	0,7	4,7	3,2	0,1	19,1	2,8	9,7	0,1	1,7	0,2
Malte	38,8	5,5	0,0	1,3	0,8	1,2	0,4	5,3	1,0	5,0	10,9	0,9	8,1	1,3	0,9	0,3
Pays-Bas	42,1	4,2	1,2	1,8	3,8	1,4	0,3	7,0	1,2	5,1	15,5	4,1	4,4	0,1	1,4	1,1
Autriche	45,8	5,0	0,6	1,3	3,9	0,4	0,3	8,2	1,2	4,8	20,1	1,8	12,4	1,3	2,1	1,2
Pologne	41,6	4,4	1,6	2,1	5,0	0,9	0,6	4,8	1,3	5,0	16,2	2,2	9,2	1,8	2,6	0,2
Portugal**	43,5	7,4	0,8	1,0	3,8	0,0	0,8	6,3	0,8	4,2	17,1	1,4	11,5	1,7	1,0	0,7
Roumanie	34,9	4,6	1,7	2,5	4,2	0,8	0,9	4,7	1,0	3,2	11,8	1,1	6,8	0,1	1,2	0,1
Slovenie	43,5	5,3	1,0	1,5	4,7	0,3	0,4	5,0	1,4	5,4	16,7	2,1	9,9	1,3	1,8	0,4
Slovaquie**	41,8	5,0	1,0	2,2	5,5	0,8	0,5	7,3	1,1	4,0	14,3	3,1	7,7	0,8	1,0	0,3
Finlande	55,1	8,0	1,2	1,1	4,2	0,2	0,3	7,0	1,5	5,5	26,1	3,1	12,6	0,7	3,0	1,8
Suède	49,8	7,1	0,8	1,1	4,3	0,0	0,7	7,0	1,1	4,6	18,3	2,7	10,8	2,1	2,9	1,2
Royaume-Uni	40,2	4,7	1,5	1,8	3,2	0,7	0,8	7,4	0,6	4,2	14,9	2,4	8,3	0,1	1,3	0,1
Islande	42,0	5,9	0,0	1,4	5,3	0,1	0,6	7,8	3,1	7,3	9,9	3,2	3,7	0,6	2,1	0,5
Norvège	49,2	4,5	1,7	1,2	3,6	0,9	0,8	5,2	1,7	5,4	18,1	4,6	7,1	0,2	3,4	0,4
Israël	33,7	4,6	0,8	1,7	4,0	0,0	0,2	2,2	0,8	0,6	13,3	3,9	6,7	0,2	0,5	1,1

\* Données non disponibles.  
 \*\* L'UE27 représente l'Union européenne de 27 États membres après le 1 février 2020.  
 \*\*\* Données provisoires.  
 \*\*\*\* Données estimées.  
 Données sources: gco\_109\_esp

ec.europa.eu/eurostat

Capture d'écran du site ec.europa.eu prise le 23/02/2021

Comparer des dépenses rapportées aux PIB présente toutefois des limites, estime Jean-Paul Domin.

"On est en France à 11% du PIB pour les dépenses de santé, c'est exactement la même chose aux Pays-Bas, c'est globalement la même chose en Allemagne. Mais quand on regarde les dépenses de santé en dollars PPA [parités de pouvoir d'achat], ce qui permet de comparer des sommes en prenant en compte les différences de pouvoir d'achat, on est en dessous des autres", note l'économiste.



**Rémi Banet**

Journaliste à l'AFP - Vérification & Réseaux sociaux

[Tous ses articles](#)

**AFP France**

[Tous ses articles](#)

